

Annexes

TdR Evaluation finale du Programme Őanĝo (2017-2021)

Programme Őanĝo – CADRE LOGIQUE – Outcome 1 – BURUNDI

Description des résultats de l'objectif spécifique

Pour la mise en œuvre du Programme Őanĝo, SOS BE et son partenaire SOS BUR ont choisi d'op rationaliser la TOC en un cadre logique. Le cadre logique contient des indicateurs SMART combinés à une approche inspirée de l'*outcome mapping* (Voir le lexique en annexe) afin de permettre un suivi centré sur les comportements des acteurs. En année 3, des indicateurs ou marqueurs de progrès indiquent ce qu'on souhaite voir se réaliser dans les zones d'intervention. En année 5, des indicateurs ou marqueurs de progrès indiquent ce qu'on aimerait beaucoup voir se réaliser dans les zones d'intervention.

	Baseline	An 3	An 5	Sources de vérification
Cible(s) stratégique(s) CSC Burundi	Cible stratégique 7 du CSC Burundi Promouvoir l'av�nement d'une société pacifique et d'un Etat de droit en contribuant au respect des droits humains et au règlement des conflits par des processus de justice garants de ces droits En second lieu : Cible stratégique 1 du CSC Burundi : contribuer à l'émergence d'une société civile indépendante, forte, compétente et redevable Cible stratégique 3 du CSC Burundi : contribuer à l'amélioration de l'accès de tous à la connaissance et à une éducation de qualité en se focalisant sur l'amélioration de l'accès à un enseignement technique, professionnel ou supérieur et sur l'augmentation du nombre de jeunes et d'adultes disposant de compétences nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat Cible stratégique 4 du CSC Burundi : assurer/améliorer la qualité, la disponibilité et l'accessibilité aux soins de santé pour tous (préventifs, curatifs, r�adaptatifs et de promotion de la santé) Cible stratégique 5 du CSC Burundi : contribuer à la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture et élevage durable Cible stratégique 6 du CSC Burundi : améliorer l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion participative et durable des ressources en eau			
Domaine de changement / Objectif spécifique	Les communautés incluant les OBC de 6 collines de la Commune de Rugombo, 2 collines de la Commune de Buganda en Province Cibitoke, 7 collines de la Commune de Gitega, 2 Collines de la Commune de Makebuko en Province de Gitega, 5 collines de la Commune de Muyinga et une colline de la Commune de Gasorwe en Province Muyinga, avec l'appui de SOS BUR en partenariat avec l'administration locale, les leaders communautaires, les services décentralisés et déconcentrés de l'Etat, les partenaires de synergie (notamment KIYO, VSF, Croix Rouge de Belgique, ...) et les associations du secteur des OEV, œuvrent de manière durable pour la promotion des droits de provision, de participation et de protection de l'enfant en faveur de 4 500 enfants ² , répartis dans 1 500 familles, à risque de perdre la prise en charge parentale			
Hypothèses	Si les communautés s'impliquent activement dans la mise en œuvre des plans de développement communautaire, alors il y aura des réponses efficaces et durables aux besoins des enfants en difficulté et une prévention de la violation de leurs droits.			
Indicateur 1 Niveau de mise en place d'un système de soutien social solide ¹ (SSSS) au profit des enfants du groupe cible	Gitega, Cibitoke, et Muhinga ont un système de soutien social répondant au critère 2	On souhaite ² que les trois localités ciblées aient mis en place un SSSS partiel, soit répondant aux au moins quatre critères, au profit des enfants du GC	On aimerait beaucoup que les trois localités ciblées aient mis en place un SSSS total, soit répondant aux 8 critères, au profit des enfants du GC. Ces communautés sont autonomes dans la	Listes des OEV appuyés par les structures communautaires (CPE, OBC) Rapports des OBC Rapports d'activités

¹ 1.Les collines de Rusiga, Rusororo, Kagazi, Ruvumera, Rugeregere , Gabiro de la commune Rugombo, les collines Murambi , Ruhagarika de la commune Buganda , en Province de Cibitoke; les collines de Bihanga, Jimbi, Karenda, Mirama, Mugoboka, Rubamvyi et Rutoke de la commune Gitega, les collines de Mwaromavuvu, et Simba de la commune de Makebuko en province de Gitega ; les collines de Kiryama, Mukoni, Kinyota, Muyinga, Nyamirambo de la commune Muyinga et de la colline de Kiremba de la commune de Gasorwe en province Muyinga.

² 2. 4500 enfants dont 1500 à Cibitoke, 2000   Gitega et 1000 à Muyinga.

³ 3. La définition du système d'appui social solide se trouve dans le lexique en annexe. Une « communauté autonome » répond aux 7 critères définissant ce SSS. Le Programme Őanĝo peut alors se retirer de cette zone.

² ² Les termes « nous souhaitons » et « nous aimerions beaucoup » de nos indicateurs reflètent l'approche classique du cadre logique combinée à celle de l'Outcome Mapping (voir Lexique en annexe) que SOS BE et SOS BUR ont délibérément choisi d'utiliser pour l'élaboration de ce programme

(GC) par la communauté et les familles participant au programme			prise en charge du GC. Le programme peut se retirer de ces zones.	Photos Rapports d'auto-évaluation évaluation externe (qui inclut une appréciation de l'état de mise en place du SSSS répondant aux critères prédéterminés, cf. lexique). Auto-évaluation annuelle par la communauté sur base de l'outil « journal de progrès » ou « outcome journal » (qui reprend les 7 critères ou étapes dans le progrès de la communauté)
Indicateur 2 Nombre de cas d'abus commis envers les enfants dénoncés et traités	30% des cas d'abus commis envers les enfants à Cibitoke, 40 % à Gitega et 10% à Muyinga sont dénoncés et traités.	On souhaite que 70% des cas d'abus commis envers les enfants à Cibitoke, 70% à Gitega et 50% à Muyinga soient dénoncés et traités et qu'il y ait un effet multiplicateur en dehors notre groupe-cible.	On aimerait beaucoup que 85% des cas d'abus commis envers les enfants à Cibitoke, 85 % à Gitega et 70% Muyinga soient dénoncés et traités et qu'il y ait un effet multiplicateur en dehors de notre groupe-cible.	Rapports de structures d'alerte (CDE, CPE, pairs éducateurs), rapports d'activités Programme database
Indicateur 3 Niveau de mise en œuvre des trois axes de renforcement des capacités qui seront identifiés sur base d'une analyse des capacités de SOS BE et SOS BUR, du plan stratégique de chaque partenaire et de la TOC du programme	Chaque partenaire ³ a un processus de planification stratégique annuel Chaque partenaire dispose d'une analyse des forces et des faiblesses (AFOM) des processus et structures de son organisation : Le screening de SOS BE et l'Analyse des Opportunités du Changement (AOC) de SOS BUR ont mis en évidence des pistes d'amélioration	On souhaite que 50% des objectifs fixés sur la transparence des programmes, le renforcement des capacités du personnel et le plaidoyer soient atteints.	On aimerait beaucoup que 80% des objectifs fixés sur la transparence des programmes, le renforcement des capacités du personnel et le plaidoyer soient atteints.	Plans stratégiques annuels Révision interne de l'analyse des capacités à 3 et à 5 ans Evaluation externe à 3 et à 5 ans
Résultat 1 : Les 1500 familles ciblées (dont au moins 55% de femmes cheffes de ménage) protègent les droits de leurs enfants (en assurant les services essentiels aux enfants en mobilisant leurs ressources familiales, en renforçant leur rôle parental et en s'appuyant sur les forces et les ressources disponibles dans la communauté)				
Hypothèses	Si les parents prennent conscience de leurs devoirs envers leurs enfants et de leur rôle parental, ils vont mobiliser des ressources familiales pour leur bien-être et les moyens supplémentaires seront utilisés en faveur des enfants.			

³ Voir Description des Synergies et complémentarités pour la description des rôles de SOS BE et SOS BUR

<p>Indicateur 1 Nombre de familles ciblées dans les trois localités d'intervention dont un pourcentage de femmes et d'hommes chef(fe)s de ménage, exerçant des AGR agro-pastorales respectueuses de l'environnement et/ou de commerce permettant d'assurer les besoins de leurs enfants grâce à la mobilisation des ressources locales</p>	<p>80 familles ciblées (soit 11%) à Cibitoke, 100 familles (soit 15%) à Gitega et 30 familles (soit 8.5%) à Muyinga exercent des AGR agro-pastorales et/ou de commerce permettant de prendre en charge leurs enfants grâce à la mobilisation des ressources locales.</p>	<p>400 familles ciblées (soit 59%) à Cibitoke, 400 familles (soit 61%) à Gitega et 200 familles (soit 57%) à Muyinga exercent des AGR agro-pastorales et/ou de commerce permettant de prendre en charge les enfants grâce à la mobilisation des ressources locales.</p>	<p>450 familles ciblées (soit 82%) à Cibitoke, 550 familles (soit 85%) à Gitega et 300 familles (soit 86%) à Muyinga exercent des AGR agro-pastorales et/ou de commerce permettant de prendre en charge les enfants grâce à la mobilisation des ressources locales.</p>	<p>Rapports des Associations d'épargne et crédit (ASEC) Liste des familles qui exercent des AGR Rapports sur les progrès des familles Rapports d'autoévaluation Rapports d'activités Rapports d'évaluation du Programme Sanjo Programme de Développement Familial (PDF)⁴</p>
<p>Indicateur 2 Nombre de familles de la zone d'intervention (dont au moins 70% de femmes cheffes de ménage) capables de prendre en charge leurs enfants grâce à la mobilisation des ressources locales</p>	<p>20% des familles de la zone d'intervention à Cibitoke, 30 % à Gitega, 20% à Muyinga (dont au moins 60% de femmes chefs de ménages) maintiennent la scolarité de leurs enfants 50 % des familles de la zone d'intervention à Cibitoke, Gitega et Muyinga (dont au moins 60% de femmes cheffes de ménage) assurent les soins de santé primaires de leurs enfants 25% des familles de la zone d'intervention à Cibitoke, 30% à Gitega et 20% à Muyinga (dont au moins 60% de femmes cheffes de ménage) assurent l'alimentation de leurs enfants au moins 2 fois par jour 50 % des familles de la zone d'intervention à Cibitoke, 55% à Gitega et 60% à Muyinga (dont au moins 60% de femmes cheffes de ménage) ont un logement décent 55% des familles de la zone d'intervention à Cibitoke, 60% à Gitega et 70% à Muyinga (dont au moins 60% de cheffes de ménage) inscrivent leurs enfants à l'état civil</p>	<p>60% des familles de la zone d'intervention à Cibitoke et Muyinga, et 60 % à Gitega (dont au moins 60% de femmes cheffes de ménage) maintiennent la scolarité de leurs enfants 80% des familles de la zone d'intervention à Cibitoke, 85% à Gitega et 75 % à Muyinga (dont au moins 60% de femmes cheffes de ménage) assurent les soins de santé primaire de leurs enfants 60% des familles de la zone d'intervention à Cibitoke, 65% à Gitega et 60% à Muyinga (dont au moins 60% de femmes cheffes de ménage) assurent l'alimentation de leurs enfants au moins 2 fois par jour 55% des familles de la zone d'intervention à Cibitoke, 70% à Gitega et 70% à Muyinga (dont au moins 60% de femmes cheffes de ménage) ont un logement décent 80% des familles de la zone d'intervention à Cibitoke, 85% à Gitega et 90% à Muyinga (dont au moins 60% de femmes cheffes de ménage) inscrivent leurs enfants à l'état civil</p>	<p>80% des familles de la zone d'intervention dans toutes les localités (dont au moins 55% de femmes cheffes de ménage maintiennent la scolarité de leurs enfants 90 % des familles de la zone d'intervention à Cibitoke, 95% à Gitega et 90% à Muyinga (dont au moins 60% de femmes cheffes de ménage) assurent les soins de santé primaires de leurs enfants 80 % des familles de la zone d'intervention à Cibitoke, 85 à Gitega et 80 % à Muyinga (dont au moins 60% de femmes chefs de ménages) assurent l'alimentation de leurs enfants au moins 2 fois par jour 60 % de familles de la zone d'intervention à Cibitoke, 80% à Gitega et 80% à Muyinga (dont au moins 60% de femmes cheffes de ménage) ont un logement décent 100% de familles inscrivent leurs enfants à l'état civil dans toutes les localités</p>	<p>Liste des enfants scolarisés Liste des familles utilisant les CAM ou les mutuelles communautaires de santé Liste des ménages dont les maisons ont été réhabilités ou construites Rapports d'activités Rapports d'auto-évaluation Photos</p>

⁴ Voir Description de la Durabilité/Stratégie de désengagement de SOS BE ainsi que le lexique en annexe pour la définition

Indicateur 3 Nombre de familles participant activement dans les structures communautaires de protection de l'enfant	80 familles ciblées à Cibitoke, 100 à Gitega et 50 à Muyinga participent dans les structures communautaires de protection de l'enfant	350 familles ciblées à Cibitoke, 400 à Gitega et 250 à Muyinga participent dans les structures communautaires de protection de l'enfant - et 60% d'entre elles mettent en place des initiatives solidaires dans toutes les localités	480 familles ciblées à Cibitoke, 550 à Gitega et 320 à Muyinga participent dans les structures communautaires de protection de l'enfant - et 90% d'entre elles mettent en place des initiatives solidaires dans toutes les localités	Liste des membres des OBC Rapports d'activités Listes de présence Rapports d'autoévaluation
Résultat 2 : SOS BUR et SOS BE sont des acteurs reconnus en terme de pertinence, d'indépendance et de professionnalisme, intègrent les thématiques genre/environnement/ digitalisation et gèrent leurs programmes de manière participative et collaborative à travers des partenariats solides avec des structures communautaires (OBC, CPE, Administration à la base, Leaders communautaires, Structures décentralisées et déconcentrées de l'Etat, Confessions religieuses et les autres ACNG et Associations du secteur des OEV dans les zones-cibles).				
Hypothèses	Si SOS augmente ses ressources, renforce les capacités de son personnel, met en œuvre son plan de plaidoyer, tient compte des thématiques genre/environnement/digitalisation et renforce le partenariat avec les autres acteurs, alors elle répond mieux aux besoins des OEV et influe sur les politiques nationales de protection de l'enfant			
Indicateur 1 Niveau atteint par SOS BUR dans la gestion transparente des programmes	Pas de plan de communication ⁵ intégrant tous les partenaires de synergie (SOS Village d'Enfants BE, KIYO, VSF, ...) dans la prise de décision. Pas de plan de communication intégrant toutes les OBC Pas de plan de communication intégrant toutes les parties prenantes	Tous les partenaires contribuent à la mise en œuvre des programmes 10 OBC (5 à Gitega, 3 OBC à Cibitoke et 2 OBC à Muyinga) contribuent à la mise en œuvre des programmes Toutes les parties prenantes contribuent à la mise en œuvre des programmes	Les partenaires contribuent à l'évaluation des programmes. 30 OBC (15 à Gitega, 10 OBC à Cibitoke et 5 OBC à Muyinga) contribuent à l'évaluation des programmes Les parties prenantes contribuent à l'évaluation des programmes	Plan de communication Rapports d'activités Rapports d'évaluation Rapports des réunions avec les partenaires
Indicateur 2 Niveau des capacités du personnel et niveau de mise en œuvre des différentes politiques internes à SOS BUR : politiques genre, environnement, digitalisation, gestion des risques et des crises socio-sécuritaires, plaidoyer - Niveau des capacités du personnel et niveau de mise en œuvre des différentes politiques internes à SOS BE : politiques genre et plaidoyer	Faible niveau de renforcement des capacités en gestion financière, en gestion du cycle de projet, digitalisation pour le développement, plaidoyer, collecte des fonds, gestion des risques et des crises socio-sécuritaires. Les informations sur les bénéficiaires des programmes sont collectées manuellement par les agents de terrain puis intégrées dans la Base de Données Programme, dont le taux de déploiement pour le suivi/évaluation n'est que de 50%. Inexistence d'une politique genre au Burundi/Politique genre de	Le plan de renforcement des capacités en gestion financière, en gestion du cycle de projet, de digitalisation pour le développement, du plaidoyer, de collecte des fonds, de gestion des risques et des crises socio-sécuritaires est mis en œuvre. La performance du système de suivi et évaluation est examinée par SOS BUR et le BIR, et un plan est développé pour intégrer des outils de digitalisation dans le programme Un plan d'implémentation de la politique genre et environnement est mis en	Le plan de renforcement des capacités en gestion financière, en gestion du cycle de projet, de digitalisation pour le développement, du plaidoyer, de collecte des fonds, de gestion des risques et des crises socio-sécuritaires est évalué Le nouveau système de suivi et évaluation, y inclus l'utilisation des outils de digitalisation, est utilisé au moins pour le suivi des familles et des communautés Les politiques genre et environnement sont intégrées dans tous les programmes	Plan d'intégration par thématique Rapports d'activités Rapports du BIR sur ICT et digitalisation

⁵ Le plan de communication comporte notamment les résultats attendus, les stratégies de mise en œuvre du programmes, les procédures de gestion, les résultats atteints et le système de suivi-évaluation)

	SOS Internationale non opérationnalisée. Politique Environnement non implémentée Pas de plan de gestion des risques et des crises validé	œuvre Le plan de gestion des risques et des crises est mis en œuvre	La gestion des risques et des crises est intégrée dans tous les programmes	
Indicateur 3 Niveau de mise en œuvre du plaidoyer à SOS BUR et SOS BE	Il n'y a pas de projet de plaidoyer à SOS BUR – Le niveau 2 des critères SOS International ⁶ est atteint pour SOS BE	Les stratégies de plaidoyer sont mises en œuvre selon le niveau trois des critères SOS International, pour SOS BUR, et le niveau 1 pour SOS BE notamment avec Be Cause Health, Be-Gender et la Plateforme des Droits de l'Enfant	En synergie avec d'autres organisations, notamment avec Be Cause Health, Be Gender et la Plateforme des DE, le niveau 2 des critères de SOS International pour SOS BUR et le niveau 1 pour SOS BE est atteint.	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégie de plaidoyer SOS BUR et Belgique • Accords signés avec les partenaires • Plan d'action plaidoyer et rapports d'activités avec les partenaires
Résultat 3 : Les 4 500 enfants et jeunes bénéficiaires (dont au moins 55% de filles et 45% de garçons) agissent comme citoyens responsables et revendiquent leurs droits				
Hypothèses	Si les enfants s'imprègnent de leurs droits, alors ils agissent comme citoyens responsables et revendiquent leurs droits.			
Indicateur 1 Nombre d'enfants bénéficiaires (dont 55% de filles et 45% de garçons) qui connaissent leurs droits et responsabilités et dont les droits sont respectés.	300 enfants à Cibitoke, 350 à Gitega et 50 à Muyinga (dont 55% de filles et 45% de garçons) connaissent leurs droits et responsabilités. Leurs droits sont respectés.	900 enfants à Cibitoke, 1200 à Gitega et 400 à Muyinga (dont 55% de filles et 45% de garçons) connaissent leurs droits et responsabilités. Leurs droits sont respectés.	1200 enfants à Cibitoke, 1800 à Gitega et 600 à Muyinga (dont 55% de filles et 45% de garçons) connaissent leurs droits et responsabilités. Leurs droits sont respectés.	Rapports des focus-groupes enfants sur la connaissance de leurs droits.
Indicateur 2 Nombre d'enfants qui participent à la prise de décisions les concernant à travers des réunions familiales, des comités scolaires, des CPE et des Comités locaux de pilotage (CLP)	150 enfants à Cibitoke, 200 à Gitega et 50 à Muyinga participent à la prise de décision les concernant dans le cadre de réunions familiales, comités scolaires, CPE et CLP	500 enfants à Cibitoke, 750 à Gitega et 400 à Muyinga participent à la prise de décisions les concernant dans le cadre de réunions familiales, comités scolaires, CPE et CLP	600 enfants à Cibitoke, 1000 à Gitega et 600 à Muyinga participent à la prise de décisions les concernant dans le cadre de réunions familiales, comités scolaires, CPE et CLP	Rapports Listes Résultats des focus-groupes enfants et jeunes
Indicateur 3 Pourcentage d'enfants ayant des connaissances sur la citoyenneté responsable et revendiquant leurs droits	Les enfants ne connaissent pas leurs droits et responsabilités à Muyinga alors que 20% d'enfants à Cibitoke et 30% à Gitega connaissent leurs droits et responsabilités	On souhaite que 40% d'enfants à Cibitoke, 50% à Gitega et 30% à Muyinga revendiquent leurs droits	On aimerait beaucoup que que 80% d'enfants à Cibitoke, à Gitega et à Muyinga revendiquent leurs droits	Focus-groupes Enquêtes de connaissance
Résultat 4 : Les parties prenantes des communautés-cible (CPE, OBC, Réseaux communautaires, ...) s'engagent en prenant en charge les enfants du groupe-cible.				
Hypothèses	Si les communautés mettent en œuvre un plan de développement communautaire, alors il y aura des réponses efficaces et durables à la situation des enfants, à la violation de leurs droits et une meilleure prise en compte de leurs besoins.			
Indicateur 1 Nombre d'OBC renforcées qui prennent en charge efficacement les OEV	Les OBC manquent de compétences et de capacités pour une prise en charge efficace des OEV	10 OBC (5 à Gitega, 3 OBC à Cibitoke et 2 OBC à Muyinga) dont les capacités organisationnelles, institutionnelles, financières, managériales sont renforcées prennent efficacement en charge 340 OEV	30 OBC (15 à Gitega, 10 OBC à Cibitoke et cinq OBC à Muyinga) dont les capacités organisationnelles, institutionnelles, financières, managériales sont renforcées prennent efficacement en charge 1700 OEV	Rapports de formation -Rapports des OBC -Liste des enfants -Photos

⁶ Strategy 2009-2016, Strategic definitions, SOS International, version 8.1. June 2012 (Voir détails dans le lexique en annexe en annexe)

<p>Indicateur 2 La capacité des structures communautaires à protéger les enfants contre les abus et à dénoncer les cas de violation de leurs droits</p>	<p>Les structures communautaires (CPE, OBC, ...) existent mais ne répondent pas efficacement aux besoins des enfants victimes de la violation de leurs droits.</p>	<p>Les structures communautaires 10 OBC (dont 3 à Cibitoke, cinq à Gitega et 2 à Muyinga), 4 réseaux (dont 1 à Cibitoke, 2 à Gitega et 1 à Muyinga) et 23 CPE (dont 8 à Cibitoke, 9 à Gitega et 6 à Muyinga) dénoncent les cas d'abus et de violation flagrante des droits de l'enfant et en réfèrent aux instances habilitées pour traitement</p>	<p>Les structures communautaires 30 OBC (dont 10 à Cibitoke, 15 à Gitega et 5 à Muyinga), 10 réseaux (dont 3 à Cibitoke, 5 à Gitega et 2 à Muyinga) et 23 CPE (dont 8 à Cibitoke, 9 à Gitega et 6 à Muyinga) assurent la protection communautaire des droits de l'enfant et 90% de cas de violation de droits de l'enfant sont dénoncés et traités.</p>	<p>Rapports des OBC -Rapports des CPE -Liste des enfants assistés -Photos</p>
--	--	--	---	---

PROGRAMME ȘANȘO – CADRE LOGIQUE – Outcome 2 – RDC

Description des résultats de l'objectif spécifique

Pour la mise en œuvre du Programme Șanșo, SOS BE et son partenaire SOS RDC a choisi d'opérationnaliser la TOC en un cadre logique. Le cadre logique contient des indicateurs SMART combinés à une approche inspirée de l'outcome mapping afin de permettre un suivi centré sur les comportements des acteurs. En année 3, des indicateurs ou marqueurs de progrès indiquent ce que l'on souhaite voir se réaliser dans les zones d'intervention. En année 5, des indicateurs ou marqueurs de progrès indiquent ce que l'on aimerait beaucoup voir se réaliser dans les zones d'intervention.

	Baseline	An 3	An 5	Sources de vérification
Cible(s) stratégique(s) CSC RD Congo	Cible stratégique 7 du CSC RDC : « Renforcer la gouvernance à tous les niveaux politiques et améliorer le respect des droits humains et soutenir la mise en œuvre de la parité » en premier lieu. En deuxième lieu, l'OS contribue à la réalisation des cibles stratégiques 1, 2, 3, 4, 5 et 6.			
Objectif spécifique 1	Les communautés des zones d'intervention à Bukavu (Bagira, Kadutu, Ibanda), Walungu (Nshesha, Mudusa, Makwale, Cagombe, Kaniola centre) et Uvira (Kala, Kagando, Kawizi, Kiliba, Kimanga, Mulongwe, Kasenga, Kanvivira), avec l'appui de SOS BE, de ses partenaires de synergies et des autorités décentralisées, œuvrent localement de manière durable à la protection et la promotion des droits de 1800 enfants sans prise en charge parentale ou à risque de la perdre.			
Hypothèses	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de crises politiques majeures touchant les trois zones d'intervention dans le pays (Bukavu, Walungu, Uvira) • Les droits des populations vulnérables, les droits humains, les droits de l'enfant, les droits aux femmes, restent à l'agenda du pays comme priorités stratégiques • Les autorités locales et les parties prenantes clés (familles, enfants, RM, OBC, leaders communautaires, ONG de protection de l'enfant) restent disposées à collaborer pour ce Programme Șanșo 			
Indicateur OS 1 (à caractère qualitatif): Niveau de mise en place d'un système de soutien social solide (SSSS) au profit des enfants du groupe cible par la communauté et les familles participantes au Programme Șanșo (voir lexique en annexe)	<ul style="list-style-type: none"> • Les interventions des différents acteurs de la protection de l'enfant ne sont pas harmonisées • L'absence d'un plan commun de développement communautaire favorise les doublons dans les interventions des parties prenantes • L'efficacité des réseaux de protection des enfants est limitée 	Les communautés ciblées ont partiellement mis en place un SSSS (= répondant au moins à quatre des critères le caractérisant) au profit des enfants du groupe-cible	80% des communautés ciblées ont mis en place un SSSS répondant aux 7 critères au profit des enfants du groupe-cible et sortent du Programme Șanșo	<ul style="list-style-type: none"> • évaluation externe (qui inclut une appréciation de l'état de mise en place du SSSS répondant aux critères prédéterminés) • auto-évaluation annuelle par la communauté sur base de l'outil « journal de progrès »
Indicateur/marqueur de progrès OS 2: Nombre d'enfants et de jeunes (% de filles et de garçons) du groupe cible renforcés dans leurs droits et dans leurs capacités à les revendiquer	<ul style="list-style-type: none"> • 42% des enfants âgés de 5 à 14 ans sont engagés dans le travail des enfants (50% au Sud-Kivu) • 43% des enfants souffrent de malnutrition chronique • 1 enfant sur quatre est un OEV en RDC (41% au Sud-Kivu) • taux de mortalité infantile moyen : 92‰ (Sud-Kivu : 126‰) • taux d'enregistrement à l'état civil moyen : 25% (Walungu : 7,6%) 	On souhaite : renforcer 1800 enfants (dont au moins 45% sont des filles) dans leurs droits et dans leurs capacités à les revendiquer.	On aimerait beaucoup : <ul style="list-style-type: none"> • renforcer 1800 enfants (dont au moins 45% sont des filles) dans leurs droits et dans leurs capacités à les revendiquer • observer un effet multiplicateur en dehors de notre groupe cible dans les quatre zones d'intervention du Programme Șanșo 	<ul style="list-style-type: none"> • Programme Database (PDB-PRF) avec les statistiques du programme par unité • évaluation externe à 3 et 5 ans • Cartographie des ménages, listes des enfants, rapports de formations et d'activités

<p>Indicateur OS 3 (à caractère qualitatif): Progression de la mise en œuvre des trois axes de renforcement des capacités qui seront identifiés sur base d'une analyse des capacités des Associations Nationales (SOS BE et SOS RDC), du plan stratégique de chaque AN et de la TdC (domaine 2, 5)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Chaque AN a un processus de planification stratégique annuel • Chaque AN dispose d'une AFOM (ou modèle équivalent) analysant le processus et les structures de son organisation • Le screening de SOS BE a mis en évidence des pistes d'amélioration de certains processus de gestion 	<p>50% des objectifs fixés sur les trois axes de renforcement des capacités identifiées sont atteints</p>	<p>80% des objectifs fixés sur les trois axes de renforcement des capacités identifiées sont atteints</p>	<ul style="list-style-type: none"> • plans stratégiques annuels • révision interne de l'analyse des capacités à 3 et 5 ans • évaluation externe à 3 et 5 ans
<p>Résultat 1 : Les 720 familles ciblées, dont au moins 70% des chefs de ménages sont des femmes, protègent les droits de leurs enfants en mobilisant leurs ressources familiales, en renforçant leur rôle parental et en s'appuyant sur les forces et les ressources disponibles dans la communauté.</p>				
<p>Hypothèses</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de la crise politique et économique qui affecte les familles et enfreint leurs élans pour le meilleur accomplissement de leur rôle parental • Absence de sécurité dans certaines zones (Walungu, Uvira) qui empêche les familles à exploiter les ressources disponibles au sein de leurs communautés dans le domaine agro-pastorale • Appropriation de l'outil du Plan de Développement de la famille (PDF) par tous les tuteurs et enfants • Si les familles prennent conscience de leurs devoirs envers leurs enfants et de leur rôle parental, ils vont mobiliser des ressources familiales pour le bien-être de leur enfant • Si les familles augmentent leurs revenus, alors les enfants reçoivent une meilleure éducation, leur employabilité augmente permettant ainsi de rompre progressivement le cycle de la pauvreté 			
<p>Indicateur R1.1/marqueur de progrès : % de familles qui possèdent au moins deux moyens de subsistance sûres (sources de revenus), sécurisées, bien gérées et leur permettant de répondre aux besoins de survie et de développement de leurs enfants</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Bukavu : 50% • Walungu : 30% • Uvira : 40% 	<p>On souhaite :</p> <p>Bukavu : Walungu : Uvira :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que 100% des familles ciblées sécurisent leurs sources de revenus • que 70% des familles ciblées multiplient leurs sources de revenus • que 90% des familles ciblées gèrent leurs ressources en faveur de leurs enfants • que 75% des familles ciblées réalisent les objectifs repris dans leur PDF. 	<p>On aimerait beaucoup :</p> <p>Bukavu : Walungu : Uvira :</p> <p>que 100% des familles participent au développement de leurs communautés et constituent un véritable filet de soutien social.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Type d'AGR menées par famille • Liste des familles ayant reçu des microcrédits • Listes de familles formées • Rapports de formations données • Témoignages • PDF

Indicateur R1.2/marqueur de progrès : % des familles qui collaborent et/ou intègrent les différents groupes communautaires opérationnels au sein de la communauté afin de mieux protéger les droits de l'enfant et renforcer leur revenu familial	Bukavu : 50% Walungu : 60% Uvira : 40%	Bukavu : Walungu : Uvira : On souhaite : • que 100% des familles collaborent avec d'autres groupes communautaires opérationnels au sein de la communauté afin de diversifier leurs compétences dans la protection des droits de leurs enfants • que 100% des familles intègrent les RM de leur rayon d'action	Bukavu : Walungu : Uvira : On aimerait beaucoup : • que 100% des familles incitent leurs enfants à œuvrer dans les comités d'enfants existants et/ou mis en place • que 90% des parents soient à mesure d'échanger avec toutes les parties prenantes de la communauté et mener un plaidoyer sur les droits de l'enfant.	<ul style="list-style-type: none"> • liste des nouveaux ménages • rapports de séances de sensibilisation • témoignages des tuteurs • listes des membres par groupement communautaire • Liste de participation aux réunions des groupements communautaires • Nb d'enfants de ces familles qui participent au CDE
Indicateur R1.3/marqueur de progrès : % des familles qui exercent une agriculture familiale respectueuse de l'environnement comme source de revenu afin de leur permettre de promouvoir les droits fondamentaux de leurs enfants	Bukavu : 40% Walungu : 60% Uvira : 50%	Bukavu : Walungu : Uvira : On souhaite: • que les familles du GC appliquent les acquis de leur formation sur l'agriculture familiale, sur l'approche Champs Ecole Paysan (CEP) et sur les pratiques modernes de conservation du sol et de production dans leur travail quotidien • que 100% des familles du GC pratiquent une agriculture familiale respectueuse de l'environnement • que 100% des familles du GC utilisent des pratiques modernes d'exploitation et de préservation du sol dans leurs exploitations agricoles afin de diversifier leur source de revenu	Bukavu : Walungu : Uvira : On aimerait beaucoup : • que les familles du GC qui forment/orientent les autres familles au sein de leurs regroupements • que les familles du GC qui échangent des expériences et/ou bonnes pratiques entre elles et/ou avec les autres zones	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'activités • Rapports de formation sur le CEP • Rapports de formations, de sensibilisation • Listes des appuis en intrants agro-pastorales • Rapport d'évaluation • Rapport de visites des ménages • Liste des nouvelles familles sensibilisées à une agriculture respectueuse de l'environnement dans les regroupements • Rapport de réunions d'échanges de bonnes pratiques
Résultat 2 : SOS RDC et SOS BE sont des acteurs reconnus en termes de pertinence, d'indépendance et de professionnalisme et gèrent leur Programme Sango de manière participative et collaborative via des partenariats solides				
Hypothèses	<ul style="list-style-type: none"> • Le management des AN adhère à ce résultat et s'engage à atteindre et à suivre les indicateurs • Les partenaires opérationnels sur le terrain sont disponibles dans chaque zone ciblée pour nouer des partenariats solides en faveur des enfants du groupe cible • Si les AN mettent en œuvre son plan de plaidoyer alors elles influent sur les politiques nationales de protection de l'enfant 			
Indicateur R2.1/marqueur de progrès : Niveau de mise en œuvre de la stratégie de plaidoyer de SOS RDC et de SOS BE pour la promotion des droits des enfants de notre	<ul style="list-style-type: none"> • Une stratégie de plaidoyer existe au niveau de SOS International mais n'est pas encore implémentée par SOS RDC • SOS RDC est située au niveau 3 et SOS BE au niveau 2 sur l'échelle plaidoyer qui va de 4 à 1 de la 	On souhaite : • arriver à un niveau 2 (SOS RDC) et un niveau 1 (SOS BE) sur l'échelle plaidoyer de la stratégie internationale • développer une stratégie nationale de plaidoyer (propre à	On aimerait beaucoup : • arriver à un niveau 1 (SOS RDC) et maintenir le niveau 1 sur le long terme (SOS BE) sur l'échelle plaidoyer • mettre en œuvre à 90% son plan d'action plaidoyer en associant au	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégie de plaidoyer de SOS RDC et BE • Liste des partenaires identifiés pour le plaidoyer • Accords signés avec les partenaires • Plan d'action plaidoyer et rapports d'activités avec les partenaires

groupe cible avec des partenaires pertinents	stratégie internationale (cf. partie TOC pour l'explication) • SOS BE est secrétaire de la Plateforme pour les Droits de l'Enfant dans la coopération au développement	chacune des ANs) • formaliser des accords clairs avec les partenaires identifiés pour la mise en œuvre de la stratégie • développer un plan d'action plaidoyer en associant au moins trois partenaires pertinents	moins trois partenaires pertinents • former les communautés et les impliquer dans la mise en œuvre de la stratégie de plaidoyer de SOS RDC	
Indicateur R2.2 : Niveau de collecte de fonds locaux de SOS RDC (% du budget national)	Le revenu brut de collecte de fonds locaux de SOS RDC à fin 2015 représente 1% du budget national (47.512 USD)	Le revenu brut de collecte de fonds locaux représente 2% du budget national	Le revenu brut de collecte de fonds locaux représente 3% du budget national	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégie de collecte de fonds locaux de SOS RDC • Plans stratégiques annuels de SOS RDC • Rapports (financiers) annuels de SOS RDC
Indicateur R2.3/marqueur de progrès: Niveau d'engagement et de mise en œuvre de la politique Genre de SOS agissant à 2 niveaux (intégration transversale du genre et actions spécifiques), au sein de SOS RDC et SOS BE	<ul style="list-style-type: none"> • Une politique Genre et des TDR pour un roll-out de cette politique existant au niveau de SOS International mais pas encore implémentée par SOS en RDC, ni en Belgique. • Un accord de principe a été exprimé par les deux organisations 	On souhaite : <ul style="list-style-type: none"> • réaliser un Gender audit au niveau de SOS RDC • développer une stratégie Genre (à 2 niveaux) sur base de l'audit adressant les cinq thématiques prioritaires ou « piliers » de la politique Genre (cf. partie 7.4.1) • Démarrer le roll-out du politique genre au sein de SOS BE 	On aimerait beaucoup : <ul style="list-style-type: none"> • la mise en œuvre à 80% minimum de la stratégie Genre au niveau des 2 ANs • adresser les déséquilibres en termes de genre au niveau de l'AN • partager les leçons apprises et les expériences au sein de la fédération SOS International 	<ul style="list-style-type: none"> • Plan stratégique SOS BE • Rapport d'audit sur le Genre (SOS RDC) • Document de stratégies d'intégration du Genre • Rapports d'activités Genre au sein de SOS RDC et au sein de la Communauté • Rapports de capitalisation des expériences
Indicateur R2.4/marqueur de progrès: Niveau d'expérience et maturité de SOS RDC dans le domaine de la Protection de l'environnement et la Digitalisation	<ul style="list-style-type: none"> • Les informations sur les bénéficiaires du Programme Șanșo sont collectées manuellement par les agents de terrain en utilisant les fiches d'évaluation et les PDF puis intégrées dans la Base de Données Programme. Ce qui constitue un double travail. • Le taux de déploiement de la Base de Données Programme pour le suivi et évaluation des Programmes de Renforcement Familial est actuellement à 50% • Une stratégie Digitalisation existe au niveau de SOS International mais n'est pas encore implémentée par SOS en RDC • Un projet pilote qui intègre l'environnement d'une manière transversale existe et est en cours à Kinshasa (avec un financement de l'AWAC et SOS BE) 	On souhaite que: <ul style="list-style-type: none"> • La performance du système de suivi et évaluation est examiné par SOS RDC et le BIR et un plan est développé pour intégrer des outils Digitalisation (comme des tablets) dans le suivi du programme • Les animateurs de terrain et les responsables pour le suivi et évaluation sont formés sur la collecte digitale des données et l'optimalisation du déploiement de la Base de Données Programme • Partager les bonnes pratiques pilote à Kinshasa avec les autres zones d'intervention du programme 	On aimerait beaucoup: <ul style="list-style-type: none"> • utiliser le nouveau système de suivi et évaluation, y inclus l'utilisation des outils de Digitalisation, est utilisé au moins pour le suivi des 720 familles et les trois communautés participantes au Programme Șanșo • partager avec les communautés l'expérience de SOS en RDC en matière de la protection de l'environnement et la digitalisation • mettre en place des actions en synergie avec des partenaires spécialisés dans le domaine de l'environnement (par ex. WWF) 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'activités • Rapports du BIR sur ICT et digitalisation • Document de bonnes pratiques de Kinshasa • Rapport d'atelier de partage de bonnes pratiques • Nb de partenariat (synergies) avec des partenaires spécialisés dans le domaine de l'environnement • Système PDB à jour pour SOS RDC

Résultat 3 : Les 1800 enfants et jeunes du groupe cible agissent comme des citoyens responsables et revendiquent leurs droits

<p>Hypothèses</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les enfants et jeunes du Programme Śanġo par zone ciblée acceptent de collaborer avec le Programme Śanġo et comprennent leur rôle dans la promotion de leurs droits. • Si les enfants comprennent leurs droits, leurs opinions seront davantage pris en compte et la prévention des abus sera renforcée par le fait que chacun saura où rapporter, dénoncer un abus. • Si les enfants sont responsabilisés, ils seront motivés et valorisés • Si les enfants revendiquent eux-mêmes leurs droits, alors le plaidoyer aura plus d'impact 			
<p>Indicateur R3.1./marqueur de progrès : % des enfants et jeunes du GC et de la communauté qui exercent leur droit à la participation et revendiquent leurs droits fondamentaux à travers les Comités de Droits de l'Enfants (CDE) créés</p>	<p>Préciser pour chaque zone le nb d'enfants par CDE : Bukavu : 1 CDE central, 3 CDE secondaires Walungu : 1 CDE central, 0 CDE secondaire Uvira : 0 CDE central, 0 CDE secondaire</p>	<p>Préciser pour chaque zone le nb de CDE et nb d'enfants par CDE : Bukavu : Walungu : Uvira :</p> <p>On souhaite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • créer un CDE central dans chaque zone ciblée (par SOS RDC) et créer des sous CDE (par les enfants) dans tous les quartiers/avenues/village (19 CDE au total dont 3 CDE au niveau central et 16 CDE au niveau secondaire) • former les enfants et jeunes du GC en droits de l'enfant • que 80% des enfants et jeunes du GC intègrent les CDE de leur quartier, avenue, village • que tous les CDE fédèrent par zone d'intervention • que les filles occupent des postes à responsabilités au sein des CDE 	<p>Préciser pour chaque zone le nb de CDE et nb d'enfants par CDE : Bukavu : Walungu : Uvira :</p> <p>On aimerait beaucoup :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que d'autres enfants de la communauté (non pris en charge par le Programme Śanġo) intègrent les CDE. • que les CDE (en fédération par zone) intègrent le Parlement d'enfants (au niveau territorial ou provincial) et réalisent des actions en synergie 	<ul style="list-style-type: none"> • liste des enfants membres (par CDE), spécifier les enfants du GC et les autres enfants de la communauté • plan de formation des CDE • Rapport de formation + Modules • listes de présences • rapports d'activités
<p>Indicateur R3.2./marqueur de progrès : Evolution croissante du niveau de dénonciation des Violence, Abus, Exploitations, Négligences (VAEN) y compris la Violence basée sur le Genre (VBG) faites aux enfants en général et aux filles en particulier</p>	<p>60% des enfants, à l'occurrence les filles, subissent encore dans leurs milieux de vie, différentes formes de violences et autres formes d'abus, de négligence et/ou d'exploitation dans les trois zones ciblées par le Programme Śanġo Analyse de la situation par zone des cas de VAEN, y compris VBG</p>	<p>Nb de cas dénoncés par zone : Bukavu : Walungu : Uvira :</p> <p>On souhaite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • former les enfants et les jeunes du GC en techniques de dénonciation/signalement des VAEN (y compris VBG) • la dénonciation par des enfants motivés et engagés des VAEN faites à leur égard et aux filles en particulier • la participation des enfants du GC et d'autres enfants de la communauté à la lutte contre les VAEN faites à leur égard 	<p>Nb de cas dénoncés par zone : Bukavu : Walungu : Uvira :</p> <p>On aimerait beaucoup :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que les enfants influencent la prise de décisions les concernant dans leurs milieux de vie (famille, écoles, communauté) • une appropriation par les enfants et la communauté, des mécanismes de prévention et de réponse à toutes les formes de VAEN des enfants en général et des filles en particulier • une intériorisation par les enfants de toutes les lois portant protection des enfants, à 	<ul style="list-style-type: none"> • Plans de renforcement des capacités • Rapports de formation • Listes de présences • Rapports d'activités • Base de données des leads des clusters de protection sur les chiffres des dénonciations

			l'occurrence les filles contre toutes les formes de GBV	
Indicateur R3.3./marqueur de progrès: Nombre d'enfants et jeunes sexo-spécifique du GC ayant une meilleure réinsertion sociale et/ou professionnelle grâce à leur accès aux services essentiels (santé, éducation, alimentation saine, psycho-social, protection sociale et légale)	<ul style="list-style-type: none"> • taux de scolarisation • taux d'abandon des enfants/filles • taux d'enregistrement à l'état civil moyen : 25% (Walungu : 7,6%) • 43% des enfants souffrent de malnutrition chronique • taux de mortalité infantile moyen : 92‰ (Sud Kivu : 126‰) <p>Indicateur : pour chaque zone :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nb de jeunes dans la réinsertion professionnelle - nb d'enfants pas encore enregistrés à l'état civil - nb d'enfants malnutris 	<p>On souhaite:</p> <ul style="list-style-type: none"> • que 1900 enfants (dont au moins 45% filles) jouissent des services essentiels (santé, éducation, psycho-social, protection sociale et légale) • que 1900 enfants (dont au moins 45% filles) participent, en appui aux parents et à la communauté, à leur accès aux services essentiels • que les jeunes développent, avec l'appui des parents et autres partenaires, leurs connaissances et compétences dans la réinsertion socio-professionnelle 	<p>On aimerait beaucoup :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que 1900 enfants (dont au moins 45% filles) soient renforcés dans leurs droits et dans leurs capacités à les revendiquer • observer un effet multiplicateur en dehors notre groupe cible dans les trois ZI 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports d'activités • Liste des jeunes dans la réinsertion socio-professionnelle • Filière de réinsertion professionnelle • Rapport de progrès de la famille
<p>Résultat 4: Les communautés ciblées à travers (a) les enfants et familles ; (b) les organisations communautaires de base et autres groupements communautaires (OBC, RM, CDE, RECOPE) ; (c) les professionnels de la communauté (enseignants à travers leurs écoles, les travailleurs sociaux, les relais communautaires) ; (d) les leaders communautaires et traditionnels (chefs de quartiers, chefs de villages, chefs de localités) ; (e) les autorités locales municipales (ou leurs représentants) s'engagent en réalisant un changement effectif en faveur des enfants du groupe cible</p>				
Hypothèses	la protection et le respect des droits de l'enfant restent une nécessité et une priorité pour toutes les parties prenantes au sein de chaque zone ciblée			
Indicateur R4.1 : Nombre d'OBC/RM dans les communautés ciblées, renforcées et structurées dont leur rôle est reconnu officiellement au niveau local pour la protection et la promotion des droits des enfants sans prise en charge parentale ou à risque de la perdre	<p>14 au total :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bukavu : 9 - Walungu : 2 - Uvira : 3 <p># 14 RM/OBC qui disposent d'un Plan de renforcement des capacités et d'un Plan de développement communautaire</p>	<p>30 au total :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 15 Bukavu - 8 Walungu - 7 Uvira <p># 30 RM/OCB ont développé un Plan de renforcement des capacités et un Plan de développement communautaire</p>	<p>42 au total :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 20 Bukavu - 12 Walungu - 10 Uvira <p># 42 RM/OCB ont développé un Plan de renforcement des capacités et un Plan de développement communautaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Textes légaux (statuts, ROI) • liste des membres • carnets de compte ouvert • Rapport de mise en place • Rapports de formation
Indicateur R4.2 : Niveau de changements majeurs apportés, de façon autonome par la communauté (OBC/RM, CDE), à travers un plan d'actions coordonnées pour la protection et la promotion des droits des enfants sans prise en	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau 2 à 3 pour les OBC /RM de Bukavu • Niveau 2 pour les OBC/RM de Walungu • Niveau 2 pour les OBC/RM d'Uvira 	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau 4 pour les OBC/RM de Bukavu • Niveau 3 à 4 pour les OBC/RM de Walungu • Niveau 3 à 4 pour les OBC/RM d'Uvira 	Niveau 5 pour tous les OBC/RM de : Bukavu, Walungu, Uvira	<ul style="list-style-type: none"> • Listes des OBC/RM • Plan d'actions de chaque OBC/RM • Textes légaux avec Visa de l'autorité locale par OBC/RM • Rapports d'activités par OBC/RM • Rapports d'évaluation des activités/réalisations des OBC/RM

charge parentale ou à risque de la perdre				
Indicateur R 4.3 : Niveau de réalisation des synergies pour une meilleure défense des droits et de la cause de l'enfant en RDC	<ul style="list-style-type: none"> • SOS RDC est membre de cinq Fora ou Plateformes pour la défense des DE en RDC (voir partie TOC,) • Une Convention de Collaboration a été signée en 2016 avec VIA Don Bosco, VSF et RC4D mais les synergies ne sont pas encore opérationnelles • Nombre de partenariats formalisés par un MoU par localité (1) • Les RM/OBC déjà mis en place dans le cadre des projets antérieurs travaillent encore en ordre dispersé pour la promotion des DE au niveau local 	<p>On souhaite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les partenariats avec des partenaires de synergie par la formalisation d'une Convention de Collaboration • Formaliser le partenariat avec au moins trois parties prenantes par localité • que les parties prenantes se rencontrent (soit dans les synergies existantes ou à créer) et travaillent ensemble pour la cause de l'enfant du groupe cible. 	<p>On aimerait beaucoup :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que les parties prenantes multiplient, de façon autonome, les réalisations en synergie, en faveur des enfants du GC • que les parties prenantes fassent parler d'elles par des innovations (projets conjoints, journées portes ouvertes,...) pour la promotion et la protection des droits de l'enfant • Niveau d'atteinte des résultats des plans d'action des synergies 	<ul style="list-style-type: none"> • Conventions de Collaboration Signées • Listes de membres de la synergie • rapports d'activités • plan de rencontres • Plans d'action conjoints annuels avec les partenaires de synergies